



DECLARATION LIMINAIRE CDAS DU 13/02/2025

Depuis des années la CGT alerte sur le fossé qui se creuse dans la répartition des richesses et qui a des conséquences très concrètes sur la population sur laquelle les gouvernements successifs font peser le poids des dépenses publiques et de la dette.

Une note d'analyse de la DGFIP confirme l'enrichissement continu et croissant des plus riches et des foyers déjà les plus aisés depuis 2002 ainsi que des impôts insuffisamment progressifs !

Lorsque les constats sont unanimes, les réponses ne peuvent continuer à toujours plus d'austérité pour la population et des cadeaux fiscaux aux plus aisés et aux grandes entreprises ; d'autant plus que ces « solutions » ont largement prouvé leur inefficacité...

Cependant, le budget 2025 imposé, sans vote reprend (avec quelques ajustements) le budget Barnier ; c'est un budget d'austérité dont l'objectif affiché est la baisse du déficit public par la baisse des dépenses (en particulier des services de l'Etat).

Les dépenses de l'Etat sont programmées en baisse de 2% soit 32 milliards d'euros alors même que les besoins augmentent et que l'inflation n'est pas stoppée.

Pour les ministères c'est 10 milliards de baisse par rapport à 2024, de l'inédit depuis 25 ans comme l'a reconnu elle-même la ministre des comptes publics.

Au niveau fonction publique, le gel de la valeur du point d'indice se poursuit et la baisse de 10% de la rémunération en cas de maladie est mise en place. De même la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat (GIPA) est supprimée.

Tandis que les mesures prévues pour faire contribuer les plus riches sont hyper restrictives : au niveau des critères la contribution différentielle sur les plus hauts revenus ne concerne que les célibataires dont le revenu annuel dépasse 250.000€ ou les couples dont le revenu annuel dépasse 500.000€ et dont le taux de l'impôt

sur le revenu est en-dessous de 20% ; tout comme au niveau de la durée d'application qui a été ramenée à un an !

De même, la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises est elle aussi limitée à un an et ne touche que 400 entreprises réalisant un chiffre d'affaire d'au moins un milliard d'euros.

Les contributions des plus riches sont temporaires quand les baisses des moyens des services publics sont elles, ...

définitives !

C'est donc avec appréhension que nous abordons ce CDAS, qui, très originalement, a été programmé sans budget alloué ! Les discussions sur les actions de 2025 qui pourraient être menées, ont donc été abordées en GT, sur un hypothétique et supposé budget : c'est inédit.

Souhaitons que nos suppositions budgétaires a minima, aient été avérées !

Car le budget alloué à l'action sociale ministérielle n'a pas vocation de permettre à l'Etat de réduire sa dette.

Pourtant, comment ne pas redouter une coupe drastique du budget d'action sociale dans ce contexte ?

Malgré ce contexte défavorable, la CGT persévère, revendiquant une action sociale à la hauteur des besoins de tous, actifs et retraités, afin que chacun contribue selon ses moyens, et reçoive selon ses besoins. Ce principe lié à la Sécurité sociale, vise à garantir un accès à l'action sociale indépendamment de sa situation économique, renforçant ainsi, la solidarité sociale.